

ATELIER INTERNATIONAL SUR LA RÉCONCILIATION COMME INSTRUMENT DE LUTTE CONTRE L'EXTRÉMISME ET LE TERRORISME

L'approche du gouvernement algérien

Le ministère algérien des Affaires étrangères (MAE) organise les 10 et 11 de ce mois, un Atelier international portant sur «le rôle de la réconciliation nationale dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme».

A cet atelier qui se déroule à huis clos au palais des Nations du Club des Pins à Alger, sont conviés des experts du Forum global de lutte contre le terrorisme FGCT, dont l'Algérie est membre fondateur, des hauts cadres du Conseil de sécurité de l'ONU, des experts venant de diverses autres organisations internationales ou régionales ainsi que des spécialistes issus de pays concernés par ce dossier comme les pays du Sahel.

Des thèmes, en rapport avec l'intitulé de ce conclave, seront proposés aux débats. Un communiqué final sanctionnera cette rencontre d'expertise et de recommandations. Pour rappel, l'Algérie a organisé un cycle d'ateliers similaires en 2015 et 2016. Il était question de la politique de déradicalisation, le rôle de l'Internet et des réseaux sociaux et enfin, de la démocratie comme antidote à l'extrémisme violent et au terrorisme. Située au milieu d'une région devenue une poudrière, l'Algérie est interpellée pour jouer son rôle, par le biais de sa diplomatie, championne du dialogue

inclusif et de la non-ingérence dans les affaires des Etats, afin d'agir en amont pour désamorcer un tant soit peu les conflits armés en cours ou à venir. Il y va de sa sécurité interne. D'autant qu'elle revendique un capital expérience. N'a-t-elle pas vaincu, toute seule, le terrorisme qui regroupait dans notre pays des dizaines de milliers de terroristes surarmés et prêts à tout, et n'a-t-elle pas discrédité politiquement ce terrorisme, aux yeux de la communauté internationale ? Précisément comme argument politique pour contrer l'extrémisme et son bras armé, le terrorisme, le ministre des Affaires étrangères Abdelkader Messahel, qui a présidé la cérémonie d'ouverture de cette rencontre, avance la thèse de la réconciliation nationale.

Mettre en avant le capital expérience algérien

«C'est le choix (la réconciliation nationale ndlr) qui a été fait par le peuple algérien, dès l'apparition de la violence terroriste et de l'affirmation de la volonté des

promoteurs de cette violence d'entraîner tout le peuple dans la voie de la confrontation fratricide et de l'autodestruction. La réconciliation nationale s'est ainsi imposée comme l'un des moyens pacifiques, portés par les valeurs les plus élevées dont les peuples disposent pour se démarquer dans les moments difficiles à savoir la tolérance, le respect mutuel dans la diversité, la compassion, la compréhension, la clémence et la générosité», affirme Messahel.

Le ministre des Affaires étrangères n'a pas manqué de rappeler l'ossature constitutive de ce programme de la réconciliation. Cette ossature a dicté, selon lui, aux pouvoirs publics «l'exigence du respect de la Constitution et des lois par tous», «de la nécessité de la solidarité agissante de l'ensemble de la communauté nationale avec toutes les victimes du terrorisme, de la reconnaissance du rôle des institutions de l'Etat et des patriotes qui ont sauvé le pays du chaos programmé par les ennemis du peuple» et enfin «de l'ouverture de la chance du retour au sein de la communauté», de ceux qu'une partie de la classe politique à l'intérieur ou à l'extérieure du pouvoir considérait comme des égarés. Que peut-on



Photos : DR

L'atelier se déroule à huis clos au palais des Nations.

attendre de ce forum ? C'est la question que nous avons posée à Son Excellence, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en Alger, Massaya Fujiwara qui participait à cet atelier. «Nous apprécions beaucoup le rôle de l'Algérie dans la stabilité dans la lutte contre le terrorisme. Le Japon n'est pas à l'abri de ce

fléau. Souvenez-vous, il y a 4 ans, des Japonais ont été victimes à Tiguentourine. Depuis lors, nous avons relancé la coopération dans le domaine sécuritaire. Pour une lutte efficace contre le terrorisme, le Japon insiste beaucoup sur le règlement des problèmes sociaux des populations. »

Abachi L.

BOUGUERRA SOLTANI, EX-PRÉSIDENT DU MSP :

«L'ère des combats idéologiques est révolue»

L'ex-président du MSP estime que «l'ère des combats idéologiques est révolue», invitant la classe politique, qu'elle soit de l'allégeance ou de l'opposition, à se «regarder dans la glace» en se remettant en cause en vue d'une nouvelle culture politique basée sur le partenariat.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - A l'appui de son constat, Bouguerra Soltani, qui intervenait, hier, à la huitième édition de l'université d'été du mouvement Islah, relèvera une des tares de la classe politique nationale, qu'elle émerge dans l'allégeance ou dans l'opposition : «Une culture politique exclusivement partisane, donc étroite, peu ou trop peu ouverte sur l'autre». Un fléau qui a fait que, selon lui, «nous avons négligé l'élément fondamental, à savoir la citoyenneté dans la plénitude de sa signification qui fait que chaque Algérien est citoyen à part entière» alors que les partis, ailleurs, «se considèrent comme des partenaires, ce que nous avons d'ailleurs demandé du temps de la défunte alliance présidentielle». poursuivra-t-il. Et d'inviter les partis à «revenir de leurs illusions», «Les nationalistes considèrent l'Algérie, l'Etat, les universités comme étant leurs biens exclusifs, les islamistes en font de même pour la religion et



Bouguerra Soltani.

les démocrates se proclament comme étant les champions de l'ouverture», dira-t-il.

Et de plaider pour un consensus national le plus large possible, même si le prédécesseur de Abderezzak Mokri à la tête du MSP avoue toutes les difficultés. Il rappellera, fort à propos, que le pouvoir en place, et au plus fort de la crise endurée par le pays durant les années 1990 du siècle dernier, s'en est tenu à «sa propre logique». Ceci même s'il se félicite de l'invitation faite par le nouveau Premier ministre à la classe politique pour discuter de la lancinante question des transferts sociaux, espérant que le pouvoir ne viendra pas, une fois de plus, «imposer sa propre vision dans un simulacre de concertations».

M. K.

APRÈS AVOIR OBTENU GAIN DE CAUSE

Les pharmaciens suspendent leur grève

Les pharmaciens ont décidé de suspendre leur mouvement de grève annoncé pour demain. Le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), qui s'est réuni, hier, avec le ministre du Travail, a annoncé que ses revendications ont été acceptées.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Enième recul du gouvernement sur une décision face à un risque de protestation. Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a instruit, depuis juin 2016, la Caisse de sécurité sociale et la Casnos de supprimer les incitations accordées aux pharmaciens dans le cadre de la vente des produits pharmaceutiques fabriqués localement et du médicament générique.

N'ayant pas pu faire aboutir cette mesure l'année dernière, les deux caisses sont revenues à la charge en janvier passé. La réaction des pharmaciens ne s'est pas faite attendre. Ces derniers refusent l'application de cette décision et ont décidé d'une grève nationale, demain, pour afficher leur colère.

Devant leur détermination, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale était obligé d'intervenir pour régler le problème. Et, Mourad Zemali a réussi à calmer les esprits. Le Bureau national du Snapo qui s'est réuni hier dans l'après-midi, après sa réunion avec le ministre et les responsables de la Casnos et de la Casnos a décidé de suspendre son mouvement de grève. «Nos revendications ont été acceptées, le ministre du Travail nous a assuré et rassuré qu'aucune décision ne sera prise sans notre consentement, il n'y a pas lieu de maintenir notre mouvement, et le Bureau national a décidé de lever son appel à la grève», nous a déclaré Fayçal Abed, membre du bureau national du syndicat. Selon ce dernier, la réunion avec le ministre du Travail est «satisfaisante».

M. Zemali, dit-il, n'a pas nié les efforts consentis par les pharmaciens dans la réussite du système du tiers-payant depuis sa mise en œuvre en 2002.

Le Snapo et les responsables de la Caisse de sécurité sociale et de la Casnos sont convenus à une solution. Les trois parties vont entamer une nouvelle série de rencontres à partir de la semaine prochaine.

L'ordre du jour ne sera plus désormais la suppression de la majoration des 20% dont bénéficie le pharmacien, mais les discussions vont porter sur tout ce qui a trait au tiers-payant et au rôle du pharmacien. «Nous allons faire un planning à partir de la semaine prochaine pour revoir la convention du tiers-payant dans son ensemble», a indiqué M. Abed.

Selon le Snapo, si les incitations accordées aux pharmaciens seront supprimées, ce sont les 45 000 postes d'emploi créés dans ce cadre qui vont disparaître aussi, et c'est l'industrie pharmaceutique nationale qui sera menacée.

S. A.